

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil Communautaire du 28 avril 2014 (2^{ème} séance)

Délibération n°COM-2014-04-02/21

OBJET : Création de la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.)

L'an deux mille quatorze, le lundi 28 avril, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre, dûment convoqué, s'est réuni, à la salle des délibérations de la Mairie d'Anse-Bertrand sur convocation et sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

Membres en exercice :

36

PRESENTS :

(31)

Mme ALPHONSE Epse TANCONS Louisiane, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DAULCLE Jacky, DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. EDWIGE Yorick, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, M., Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

Conseillers Absents ayant donné procuration : 3

M. LOMBION Jean-Claude à M FRANCFORT Philipson

M. HUBERT Jean-Marie à M. BERNARD Jean-Luc

Mme MOUNSAMY Fritz à M. SIOUMANDAN Rénalt

Conseiller absent excusé : M. HILL Joseph,

Conseiller absent : MITEL Florent

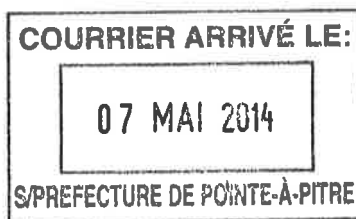
A été élu secrétaire de séance : M. Harry ROUX

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2333-64 à L 2333-71 ;

VU le Code des marchés publics ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension et transformation de la Communauté de communes du Nord Grande-Terre en Communauté d'Agglomération ;



Considérant le renouvellement général des conseils municipaux, et à l'élection des conseillers communautaires, il appartient au Conseil Communautaire de la CANGT de recréer la commission d'appel d'offres de l'EPCI ;

Considérant le fondement des articles 22 et 23 du code des marchés publics et aux articles L. 2121-21 et L. 2121-22 du CGCT que la commission d'appel d'offres se compose du président et d'un nombre de membres élus par le conseil communautaire égal à celui prévu pour la composition de la commission de la commune membre au nombre d'habitants le plus élevé ou, à défaut, du président de la communauté et de deux membres élus par le conseil communautaire. Les membres titulaires et suppléants de la commission d'appel d'offres sont élus, au scrutin secret, à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Considérant que la commission d'appel d'offres de la ville de Le Moule, commune membre de la CANGT, la plus peuplée est de cinq titulaires et de cinq suppléants ;

Le Conseil communautaire ;

OUI l'exposé du Président

Après avoir délibéré et voté à l'unanimité.

DECIDE

ARTICLE 1 : De créer la Commission d'Appel d'Offres (C.A.O.);

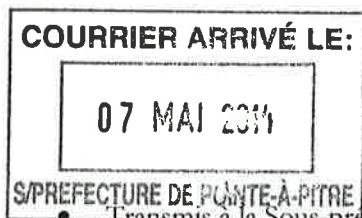
ARTICLE 2 : De composer cette commission du président, de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants élus ;

ARTICLE 3 : De fixer la date des élections des membres de la Commission d'Appel d'Offres lors de la prochaine séance du conseil communautaire;

ARTICLE 4 : Le Président, le Directeur Général des Services, le Comptable Public de la Trésorier de Port-Louis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus,

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME



• Transmis à la Sous-préfecture de Pointe-A-Pitre

• Notifié au Comptable Public de Port-Louis



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Basse Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.